

République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi



RAPPORT GÉNÉRAL DES AUDITIONS DES MINISTÈRES SECTORIELS PAR LES COMMISSIONS PERMANENTES

SYNTHÈSE PRÉPARATOIRE AU DÉBAT
D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE



Table des matières

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	3
AVANT-PROPOS	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
CE QUE LES DÉPUTÉS DOIVENT RETENIR	5
a. Une exécution réelle mais différenciée	5
b. Une exécution souvent portée par les transferts	5
c. Des investissements encore lents	6
d. Une exécution physique contrastée	6
e. Une trajectoire budgétaire à replacer dans le cadrage	7
1. Chiffres clés consolidés	7
2. Principaux constats après quatre mois d'exécution	8
3. Ministères et programmes les plus avancés	10
4. Programmes ou projets à risque	10
4.1. Typologie des risques identifiés	10
4.2. Secteurs particulièrement concernés	11
4.3. Conséquences pour le budget 2027	12
PREMIÈRE PARTIE : ÉVALUATION CONSOLIDÉE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE APRÈS QUATRE MOIS	14
1. Méthodologie de l'évaluation parlementaire	14
2. Vue d'ensemble chiffrée de l'exécution financière	14
3. Classement synthétique des trajectoires d'exécution	17
4. Analyse consolidée par nature de dépenses	17
5. Analyse consolidée des indicateurs de performance	18
5.1. Des indicateurs en bonne trajectoire	18
5.2. Des indicateurs faibles ou à risque	18
5.3. Les indicateurs non renseignés	19
5.4. La qualité des données comme enjeu de contrôle parlementaire	19
6. Contraintes transversales relevées	21
6.1. Contraintes liées aux crédits	21
6.2. Contraintes liées aux marchés publics	21
6.3. Contraintes liées aux ressources extérieures	21
6.4. Contraintes liées à la qualité des données	22
6.5. Contraintes liées aux ressources humaines	22
6.6. Contraintes de coordination	22
6.7. Contraintes de territorialisation	22
DEUXIÈME PARTIE : ORIENTATIONS ET PRIORITÉS SECTORIELLES POUR LE BUDGET 2027	24
7. Orientations globales issues du cadrage macro-budgétaire	24

7.1. Lecture d'ensemble des priorités exprimées par les députés	25
7.2. Agriculture, souveraineté alimentaire et élevage.....	25
7.3. Pêche et économie maritime	26
7.4. Hydraulique et assainissement.....	26
7.5. Éducation nationale.....	27
7.6. Enseignement supérieur, recherche et innovation.....	27
7.7. Santé, action sociale et solidarité.....	27
7.8. Infrastructures et transports.....	28
7.9. Énergie, pétrole et mines	28
7.10. Industrie, commerce et transformation.....	28
7.11. Emploi, jeunesse, sport et économie sociale	29
7.12. Culture, artisanat et tourisme	29
7.13. Environnement et transition écologique.....	29
7.14. Gouvernance, sécurité et administration publique	29
8. Enseignements stratégiques pour le DOB	30
8.1. Le DOB doit devenir un débat d'arbitrage.....	30
8.2. La consolidation budgétaire doit être expliquée	30
8.3. La performance doit devenir un critère d'arbitrage	30
8.4. Les ressources extérieures doivent être mieux sécurisées.....	31
8.5. La territorialisation doit devenir une exigence budgétaire.....	31
TROISIÈME PARTIE : RECOMMANDATIONS PARLEMENTAIRES ET	
MATRICE DE SUIVI.....	32
9. Recommandations générales	32
10. Matrice de suivi des recommandations	32
11. Matrice de suivi des engagements du Gouvernement.....	33
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	34

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AE	Autorisations d'engagement
ARCOP	Autorité de Régulation de la Commande publique
BRT	Bus Rapid Transit
CAF	Centre d'Alphabétisation fonctionnelle
CEPIA	Caisse d'Encouragement à la Pêche et ses Industries Annexes
CP	Crédits de paiement
DOB	Débat d'Orientation budgétaire
DPBEP	Document de Programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPI	Dossier patient informatisé
DPPD	Document de Programmation pluriannuelle des Dépenses
DSPCEPP	Direction des Services de planification, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques
EBJA	Éducation de base des jeunes et des adultes
ESS	Économie sociale et solidaire
FNR	Fonds national de Retraite
GDT	Gestion durable des terres
GPEEC	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
ITSS	Inspections du Travail et de la Sécurité sociale
MESRI	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
MFB	Ministère des Finances et du Budget
PAP	Projet annuel de performance
PLASEPRI	Plateforme d'Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora sénégalaise en Italie
PLF	Projet de loi de finances
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
RTC	Réseau de transport en commun de Dakar
SIGIF	Système intégré de gestion de l'information financière
TER	Train express régional

AVANT-PROPOS

Le présent rapport général est élaboré à la suite des auditions des ministères par les Commissions permanentes de l'Assemblée nationale, organisées en application de l'article 44 du Règlement intérieur.

Cet article prévoit qu'« Au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, les Commissions permanentes organisent des séances d'audition des ministères relevant de leurs compétences. Les rapports issus de ces auditions servent à l'information des députés, notamment dans le cadre du Débat d'Orienta­tion budgétaire (DOB) ».

L'exercice conduit en 2026 revêt une importance particulière. Il constitue un moment inédit de renforcement du contrôle parlementaire, dans la mesure où les auditions ministérielles sont désormais structurées autour d'une double finalité : apprécier l'état d'exécution budgétaire et la performance des ministères après quatre mois d'exercice, d'une part ; échanger autour des orientations et des priorités sectorielles pour le budget 2027, d'autre part.

L'approche retenue par les Commissions repose sur une logique de contrôle parlementaire fondé sur les résultats. L'analyse ne porte donc pas seulement sur les montants engagés ; elle met en relation les crédits ouverts, les montants exécutés, les indicateurs de performance, les résultats obtenus, les priorités sectorielles et les besoins territoriaux remontés par les députés.

Les analyses doivent être lues avec une certaine prudence méthodologique : l'évaluation intervient après quatre mois d'exercice budgétaire. Elle ne constitue donc pas un jugement définitif sur la performance annuelle des ministères ; elle permet toutefois d'apprécier les tendances, d'identifier les retards, de relever les contraintes et les risques pouvant affecter l'atteinte des objectifs de l'exercice 2026 et la préparation du budget 2027.

Enfin, le présent rapport a bénéficié de l'appui technique et méthodologique de la Direction des Services de Planification, de Contrôle et d'Évaluation des Politiques publiques ainsi que des assistants parlementaires.

Par la qualité de leur appui technique et méthodologique, ils ont apporté un concours précieux à la consolidation des données recueillies au cours des auditions, à l'analyse fine des informations sectorielles, ainsi qu'à l'élaboration d'un document de synthèse clair, structuré et facilement exploitable par les députés.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les auditions ont permis de dresser un état des lieux de l'exécution budgétaire 2026 et de la performance des politiques publiques après quatre mois d'exercice. À ce stade, les constats doivent être lus avec prudence : l'année budgétaire est encore en cours ; à cet effet, certains indicateurs sont renseignés sur une base annuelle, plusieurs programmes dépendent de cycles agricoles, scolaires, administratifs ou techniques, et certains projets d'investissement n'entrent en phase d'exécution physique qu'après les procédures de maturation, d'engagement et de passation de marchés.

CE QUE LES DÉPUTÉS DOIVENT RETENIR

Cinq enseignements principaux peuvent être retenus des auditions ministérielles :

- a. une exécution réelle mais différenciée ;
- b. une exécution souvent portée par les transferts ;
- c. des investissements encore lents ;
- d. une exécution physique contrastée ;
- e. une trajectoire budgétaire à replacer dans le cadrage.

a. Une exécution réelle mais différenciée

Les auditions ont montré que l'exécution du budget 2026 est dynamique, mais avec des rythmes très différenciés selon les départements.

Certains ministères présentent une exécution financière relativement élevée, portée principalement par les transferts, les campagnes sectorielles ou les dépenses récurrentes. C'est le cas, par exemple, du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, dont l'exécution financière est fortement tirée par les transferts en capital liés à la production végétale et aux campagnes agricoles.

D'autres ministères présentent une bonne dynamique d'engagement, mais avec un ordonnancement encore faible, notamment sur les investissements. C'est le cas de plusieurs secteurs : infrastructures, éducation, environnement, tourisme, administration publique, sécurité ou services sociaux.

Dans les ministères à forte composante de projets, l'exécution dépend largement de la maturité des dossiers, de la disponibilité des crédits, des plafonds d'engagement, des procédures de passation de marchés, des avis de non-objection et de la capacité des entreprises à exécuter les contrats.

b. Une exécution souvent portée par les transferts

Un enseignement transversal est que les transferts courants et les transferts en capital pèsent fortement dans l'exécution budgétaire du premier trimestre. Dans

plusieurs ministères, les transferts permettent de soutenir des campagnes, des agences, des établissements publics, des bénéficiaires sociaux, des acteurs économiques, culturels, agricoles, sportifs ou communautaires.

Cette dynamique est utile, mais elle appelle trois exigences : une meilleure traçabilité des bénéficiaires, une meilleure mesure des résultats produits et une meilleure articulation entre transferts, investissements et objectifs de performance.

La dépense de transfert ne doit pas devenir une dépense de routine difficilement évaluable. Elle doit être reliée à des cibles mesurables et à des effets concrets sur les populations.

c. Des investissements encore lents

Les investissements exécutés par l'État connaissent, dans plusieurs secteurs, un niveau d'exécution encore faible. Plusieurs causes sont évoquées :

- **retard** dans la mise en place des crédits ;
- **insuffisance des plafonds** d'engagement trimestriels ;
- **lenteur des procédures** de passation de marchés ;
- **maturation insuffisante** des projets ;
- **contraintes** liées aux **avis de non-objection** ;
- **difficultés de mobilisation** des ressources extérieures ;
- **retards d'exécution** des entreprises ;
- **faibles capacités de suivi** technique et financier.

Cette situation est préoccupante, car les investissements sont au cœur de la transformation structurelle, notamment les routes, pistes, écoles, hôpitaux, ouvrages hydrauliques et d'assainissement, infrastructures agricoles, équipements productifs, plateformes numériques, logements administratifs, infrastructures sportives, touristiques, énergétiques et environnementales, entre autres.

d. Une exécution physique contrastée

Plusieurs ministères présentent des réalisations concrètes après quatre mois : chantiers d'écoles avancés, campagnes de vaccination animale, appuis conseils aux producteurs, financement d'acteurs culturels, promotion touristique, modernisation de certaines procédures administratives, renforcement de capacités et initiatives de pilotage, entre autres.

Toutefois, la matérialisation physique demeure différenciée. Dans plusieurs programmes, les progrès sont difficilement appréciables, dans la mesure où certains indicateurs sont à zéro ou non renseignés, non pas toujours faute d'activité, mais parfois parce que les résultats ne peuvent être mesurés qu'en fin d'année ou après des campagnes spécifiques.

e. Une trajectoire budgétaire à replacer dans le cadrage

Le cadrage macro-budgétaire impose une logique de consolidation. Le DPBEP 2026-2028 inscrit les orientations budgétaires dans un contexte marqué par le redressement des finances publiques, la maîtrise du déficit, la mobilisation accrue des recettes internes, la rationalisation de la dépense publique, la soutenabilité de la dette et l'opérationnalisation de l'Agenda national de Transformation « Sénégal 2050 » à travers la Stratégie nationale de Développement 2025-2029.

Il s'agira donc, dans le budget 2027, de concilier deux exigences : l'exigence de discipline budgétaire et l'exigence de réponse aux besoins sociaux et territoriaux.

Cette tension doit être assumée. Elle impose de mieux prioriser, de protéger et renforcer les dépenses à fort impact social, d'accélérer les projets déjà maturés, de réduire les crédits dormants, de renforcer le suivi des engagements et de mieux relier les allocations budgétaires aux résultats attendus.

Le budget 2027 devra donc arbitrer entre plusieurs impératifs :

- **soutenir** la croissance ;
- **préserver** la stabilité macroéconomique ;
- **maîtriser** le déficit ;
- **assurer** la soutenabilité de la dette ;
- **financer** les priorités sociales ;
- **répondre** aux attentes territoriales.

1. Chiffres clés consolidés

Rubrique	Résultats consolidés ou constats chiffrés
Ministères ou secteurs analysés	25
Programmes budgétaires couverts	Plus de 100 programmes
Période d'évaluation	4 premiers mois de l'exercice 2026
Base macro-budgétaire de référence	DPBEP 2026-2028
Coût global des dépenses projetées dans le DPBEP 2026-2028	22 620,5 milliards FCFA
Ressources projetées dans le DPBEP 2026-2028	19 798,6 milliards FCFA
Croissance réelle projetée en 2026	5,0 %
Réponses exploitées dans les remontées des députés	131
Régions couvertes par les remontées	14 régions + diaspora
Première priorité territoriale	Santé : 85,5 % des réponses
Deuxième priorité territoriale	Infrastructures : 77,1 % des réponses
Troisième priorité territoriale	Éducation : 74,8 % des réponses
Quatrième priorité territoriale	Agriculture : 61,8 % des réponses
Cinquième priorité territoriale	Emploi : 58,8 % des réponses

2. Principaux constats après quatre mois d'exécution

Certains départements affichent des niveaux d'exécution relativement élevés, généralement portés par les transferts, les dépenses de fonctionnement ou les charges obligatoires. D'autres ministères, notamment ceux à forte composante d'investissement, présentent des taux d'exécution financière faibles malgré des avancées physiques parfois visibles.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage présente une exécution financière élevée sur le périmètre suivi, avec 111,04 milliards FCFA exécutés sur 256,35 milliards FCFA de crédits ouverts, soit 43,3 %. Toutefois, cette performance est fortement tirée par la production végétale et les transferts liés aux campagnes agricoles. Les investissements structurants restent faibles : les investissements exécutés par l'État ne représentent que 169,64 millions FCFA sur 16,64 milliards FCFA ouverts, soit 1,0 %.

Le Ministère de l'Éducation nationale affiche 44,70 milliards FCFA engagés et 20,05 milliards FCFA ordonnancés, soit 32,77 % en AE et 15,20 % en CP. Les investissements demeurent très faiblement ordonnancés, avec 0,60 % en CP, alors que l'Éducation de base des jeunes et adultes (EBJA) présente une bonne dynamique, avec 79,79 % en AE et 59,73 % en CP.

Le Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme présente 4,36 milliards FCFA exécutés sur 26,50 milliards FCFA de crédits ouverts hors personnel, soit 16,5 %. Les investissements exécutés par l'État y sont particulièrement faibles: 49,25 millions FCFA exécutés sur 7,21 milliards FCFA ouverts, soit 0,7 %.

Le Ministère des Infrastructures présente un écart important entre l'exécution physique et l'exécution financière : 21,83 milliards FCFA engagés sur 238,61 milliards FCFA de crédits ouverts, soit 9,1 %, alors que l'exécution physique globale ressort à 26,95 %. Ce décalage montre que plusieurs projets sont physiquement engagés mais ne se traduisent pas encore suffisamment en engagements budgétaires et paiements.

Le Ministère des Finances et du Budget affiche une exécution élevée du Plan de travail annuel : 112,78 milliards FCFA exécutés sur 140,37 milliards FCFA prévus au premier trimestre, soit 80,3 % des prévisions trimestrielles et 18,2 % du budget opérationnel annuel renseigné. Cette performance est toutefois très hétérogène selon les programmes : certains affichent des taux très élevés, comme le Pilotage avec 133,7 %, tandis que d'autres sont à 0 % d'exécution financière.

Les résultats les plus favorables concernent la mobilisation des recettes : 812,5 milliards FCFA de recettes fiscales ont été collectés sur une cible trimestrielle de 847,6 milliards, soit **95,9 %**. À fin avril, les recettes douanières atteignent 398,7 milliards FCFA sur un objectif de 387,7 milliards, soit **102,8 %** ; les recettes fiscales intérieures atteignent 1 012,2 milliards FCFA sur 1 010,1 milliards, soit **100,2 %**. Les Douanes ont également réalisé **175 contrôles a posteriori** pour une cible de 125, soit **140 %**, tandis que **106 déclarations d'opérations suspectes** ont été traitées pour une cible de 52.

Le Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique présente une exécution financière très faible sur les projets renseignés : 1,94 milliard FCFA exécuté sur 46,76 milliards FCFA de crédits suivis, soit 4,1 %. Les projets de gouvernance numérique, de connectivité, de souveraineté des données, de cybersécurité et de modernisation postale nécessitent une accélération.

Le Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités affiche 6,31 milliards FCFA exécutés sur environ 70,78 milliards FCFA de crédits ouverts, soit 8,9 %. Les projets liés à l'autonomisation économique des femmes présentent un taux d'exécution de 3,2 %, tandis que le programme Famille, enfance et protection sociale affiche au moins 5,65 milliards FCFA exécutés, soit 9,5 %.

Le Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines dispose d'un budget 2026 de 267,10 milliards FCFA en AE et 130,10 milliards FCFA en CP. Sur le portefeuille documenté de projets énergie-hydrocarbures, l'exécution est estimée à 36,5 milliards FCFA sur 343,7 milliards FCFA, soit 10,6 %. Il est à noter que le programme *Énergie* concentre 91,45 % du budget du ministère.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique dispose d'une enveloppe de 274,28 milliards FCFA en AE et 217,28 milliards FCFA en CP. Les ordonnancements cumulés atteignent 20,75 milliards FCFA à fin mars 2026. Pour les investissements, les engagements s'élèvent à 1,44 milliard FCFA, soit 7,10 % des crédits ouverts, tandis que les décaissements effectifs ne représentent que 262,04 millions FCFA, soit 1,29 %.

Le Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire dispose d'un budget de 7,81 milliards FCFA en AE et 7,73 milliards FCFA en CP. Le programme Microfinance affiche une exécution financière de 65,1 % et une exécution physique d'environ 88,8 %, tandis que le programme Économie sociale et solidaire présente une exécution financière de 8,7 % pour une exécution physique de 62,6 %.

3. Ministères et programmes les plus avancés

Les meilleures performances financières ou opérationnelles relevées dans le cadre des auditions sont ainsi présentées dans le tableau ci-dessous :

Ministères / Programmes	Indicateur chiffré positif
Agriculture – Production végétale	93,80 milliards FCFA exécutés sur 146,74 milliards FCFA, soit 63,9 %
Agriculture – Exportations horticoles	95 165 tonnes sur une cible de 132 670 tonnes, soit 71,7 %
Agriculture – Appui conseil	319 515 producteurs bénéficiaires sur 673 100, soit 47,5 %
Éducation – Éducation de Base des Jeunes et des Adultes (EBJA)	59,73 % en CP et 500 classes d’alphabétisation ouvertes
Microfinance	1,845 milliard FCFA exécuté sur 2,836 milliards FCFA prévus, soit 65,1 %
Ministre des Finances et du Budget – Exécution du Plan de Travail annuel	112,78 milliards FCFA exécutés sur 140,37 milliards FCFA, soit 80,3 %
Douanes	175 contrôles a posteriori réalisés sur une cible de 125, soit 140 %
Ministre des Finances et du Budget – Recettes fiscales au premier trimestre	812,5 milliards FCFA mobilisés sur 847,6 milliards FCFA, soit 95,9 %
Énergie – Production pétrolière	8 901 854 barils sur 24 100 000, soit 36,9 %
Énergie – Production gazière	957 393 000 Nm ³ sur 3 450 000 000 Nm ³ , soit 27,8 % de la cible
Transports – Niveau de service des autoroutes	97,21 %
Transports – Desserte du TER	240 dessertes par jour pour une cible de 235, soit 102% de la cible
Fonction publique / Travail – ITSS dématérialisées	7 ITSS sur une cible de 5, soit 140 %

4. Programmes ou projets à risque

Les programmes et projets à risque sont ceux dont l’exécution financière est très faible, dont les investissements sont à 0 %, ou dont les indicateurs structurants ne sont pas renseignés.

4.1. Typologie des risques identifiés

Les auditions ont permis d’identifier plusieurs catégories de risques.

La première catégorie concerne les projets à faible exécution financière. Il s’agit des projets dont les crédits sont ouverts mais faiblement engagés ou ordonnancés,

notamment en raison de procédures administratives, de marchés non finalisés ou de contraintes de financement.

La deuxième catégorie concerne les projets à faible exécution physique. Certains projets peuvent avoir consommé des crédits sans que les réalisations physiques ne soient suffisamment visibles. À l'inverse, d'autres projets peuvent être physiquement engagés mais financièrement peu exécutés.

La troisième catégorie concerne les projets financés sur ressources extérieures. Les retards de décaissement, les conventions non finalisées, les avis de non-objection, les contraintes des bailleurs et les procédures de passation pèsent sur la mise en œuvre.

La quatrième catégorie concerne les projets structurants non démarrés. Il s'agit notamment d'infrastructures, d'équipements, de systèmes numériques, d'ouvrages hydrauliques, d'infrastructures scolaires, sanitaires, touristiques, sportives ou administratives, dont les indicateurs de réalisations sont à zéro après quatre mois.

La cinquième catégorie concerne les programmes dont les indicateurs sont non renseignés. Le risque porte sur l'incapacité de l'Assemblée nationale à apprécier, sur une base objective, la performance.

4.2. Secteurs particulièrement concernés

Les secteurs les plus exposés aux risques d'exécution sont les infrastructures, l'hydraulique, l'assainissement, l'agriculture structurante, l'élevage, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'environnement, le tourisme, les équipements administratifs, la transformation digitale, les infrastructures sportives et certaines politiques sociales.

Dans le secteur agricole, les programmes liés à la base productive, aux infrastructures agropastorales, à la mécanisation, au stockage et à la transformation doivent être surveillés de près. La souveraineté alimentaire ne peut pas reposer uniquement sur les transferts liés aux campagnes ; elle exige des infrastructures, de l'eau, du matériel, de la recherche, du financement et de la structuration des filières.

Dans le secteur de l'éducation, les investissements scolaires et les projets de remplacement des abris provisoires doivent faire l'objet d'un suivi rapproché. Le faible ordonnancement des investissements doit être corrigé pour éviter que les objectifs d'accès, de qualité et d'équité ne soient compromis.

En ce qui concerne l'environnement, il convient de relever les retards réels des activités saisonnières. Toutefois, le faible niveau d'exécution financière de certaines lignes appelle une vigilance, en particulier dans les programmes lourds.

Pour la culture, l'artisanat et le tourisme, l'enjeu est de faire passer les activités de préparation à une phase plus visible de réalisation, notamment dans l'offre touristique, la labellisation, la formalisation et la mise en valeur du patrimoine.

Au niveau de la fonction publique, la transformation digitale et la modernisation du service public doivent être accélérées, avec des indicateurs d'impact plus robustes et plus pertinents sur la qualité du service rendu aux usagers.

4.3. Conséquences pour le budget 2027

Le budget 2027 devra éviter la reconduction mécanique de crédits sur des projets dont la maturité est insuffisante. Il devra privilégier :

- **les projets prêts à être exécutés ;**
- **les projets à fort impact territorial ;**
- les projets contribuant directement à la **croissance**, à **l'emploi** ou au **bien-être des populations.**

À cet effet, une programmation plus rigoureuse est nécessaire pour réduire les crédits dormants, améliorer la sincérité budgétaire et renforcer la crédibilité de l'action publique.

Ministère / Programme	Point de risque chiffré à T1
Agriculture – Investissements exécutés par l'État	169,64 millions FCFA sur 16,64 milliards FCFA, soit 1,0 %
Agriculture – Matériels agricoles	34 unités mises à disposition sur une cible de 9 820, soit 0,3 %
Agriculture – Terres sous gestion durable	0 ha sur 19 947 ha
Éducation – Investissements	0,60 % en CP
Culture – Investissements exécutés par l'État	49,25 millions FCFA exécutés sur 7,21 milliards FCFA, soit 0,7 %
Culture – Économie informelle	2,8 millions FCFA exécutés sur 55,62 millions FCFA, soit 5,0 %
Infrastructures	21,83 milliards FCFA engagés sur 238,61 milliards FCFA, soit 9,1 %
Numérique	1,94 milliard FCFA exécutés sur 46,76 milliards FCFA, soit 4,1 %
Communication – Complexes médias locaux	0 % d'exécution financière et physique

Famille – Autonomisation économique des femmes	365,69 millions FCFA engagés sur 11,48 milliards FCFA, soit 3,2 %
Santé – Décaissements effectifs sur investissement	262,04 millions FCFA, soit 1,29 %
Justice – Paiements sur investissements	1,21 milliard FCFA sur 12,31 milliards FCFA, soit 9,9 %
Pêches – CEPIA	12,5 millions FCFA sur 2,765 milliards FCFA, soit 0,5 %
Urbanisme – portefeuille d'investissement suivi	465 millions FCFA sur 92,42 milliards FCFA, soit 0,5 %
Énergie – Mines, administration et projets structurants	Plusieurs lignes budgétaires à 0 %

PREMIÈRE PARTIE : ÉVALUATION CONSOLIDÉE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE APRÈS QUATRE MOIS

1. Méthodologie de l'évaluation parlementaire

L'évaluation repose sur l'exploitation des documents budgétaires et de performance transmis aux Commissions permanentes, notamment les DPPD, PAP, rapports d'exécution infra-annuelle, matrices de suivi, tableaux de bord des projets, exposés ministériels et rapports d'audit.

L'approche retenue repose sur **quatre niveaux d'analyse** :

1. l'exécution financière ;
2. l'exécution physique ;
3. le renseignement des indicateurs ;
4. la lecture stratégique pour le DOB.

L'évaluation distingue les crédits votés, les crédits ouverts, les crédits suivis dans les fichiers transmis, les montants engagés, liquidés, ordonnancés, payés ou exécutés. Cette distinction est essentielle car plusieurs ministères n'ont pas transmis des données de même nature. Certains rapports présentent les crédits ouverts, d'autres le budget opérationnel, d'autres les prévisions trimestrielles ou les seules lignes de projets d'investissement.

L'analyse ne procède donc pas à une addition mécanique de tous les budgets ministériels ; elle consolide les tendances, identifie les constats consolidés et signale les cas où les données ne sont pas homogènes.

2. Vue d'ensemble chiffrée de l'exécution financière

L'audit du Ministre des Finances et du Budget a permis d'apprécier la trajectoire des finances publiques sur les deux dernières années.

Repères essentiels	Chiffres clés
Croissance économique en 2025	6,7 %
Recettes budgétaires 2025	4 477,1 milliards FCFA
Dépenses budgétaires 2025	5 864,6 milliards FCFA
Déficit budgétaire 2025	1 387,5 milliards FCFA, soit 6,44 % du PIB
Arriérés apurés en 2025	Près de 474 milliards FCFA
Recettes budgétaires au 31 mars 2026	1 139,5 milliards FCFA
Dépenses au 31 mars 2026	1 482,7 milliards FCFA
Déficit au 31 mars 2026	343,2 milliards FCFA, soit 1,5 % du PIB



En 2025, les finances publiques ont enregistré une amélioration relative : les recettes ont atteint 98,8 % des prévisions de la loi de finances rectificative, avec une hausse de 11,8 % par rapport à 2024. Le déficit a été ramené à 6,44 % du PIB, contre une cible initiale de 7,82 %. Cette performance a reposé sur les hydrocarbures, la bonne tenue de l'impôt sur les sociétés, les revenus financiers et les recettes fiscales intérieures. L'apurement de près de 474 milliards FCFA d'arriérés, notamment dans l'énergie et les BTP, constitue également un résultat important.

Au premier trimestre 2026, les recettes budgétaires mobilisées s'élèvent à 1 139,5 milliards FCFA, **en progression de 10,1 % sur un an**. Les dépenses atteignent 1 482,7 milliards FCFA, dont 165,5 milliards FCFA mobilisés pour le Fonds spécial de soutien au secteur de l'énergie. Les ressources extérieures restent peu absorbées : les dons en capital atteignent seulement 13 milliards FCFA, soit 6,8 % de l'objectif annuel, et les prêts-projets 123,5 milliards FCFA, soit 10,2 %.

Ministère / secteur	Budget 2026 AE	Budget 2026 CP	Périmètre chiffré d'exécution suivi	Montant exécuté / engagé / ordonnancé	Taux financier	Appréciation parlementaire
Agriculture, Souveraineté alimentaire et Élevage	427,01 Mds	247,59 Mds	256,35 Mds	111,04 Mds exécutés	43,3 %	Exécution élevée mais tirée par les transferts
Éducation nationale	136,40 Mds	131,95 Mds	Budget ouvert global	44,70 Mds engagés ; 20,05 Mds ordonnancés	32,77 % AE ; 15,20 % CP	Dynamique réelle, investissements faibles
Culture, Artisanat et Tourisme	28,92 Mds	28,35 Mds	26,50 Mds	4,36 Mds exécutés	16,5 %	Démarrage positif, investissements faibles
Fonction publique, Travail, Réforme du service public	11,96 Mds	11,68 Mds	Données globales non consolidées	Indicateurs partiels	Non disponible	Performance administrative mais données incomplètes
Forces armées	437,9 Mds	338,39 Mds	22,39 Mds de prévisions à T1	24,62 Mds exécutés	109,9 % à T1	Exécution trimestrielle élevée, à consolider par programme
Environnement et Transition écologique	150,61 Mds	117,18 Mds	38,65 Mds de budgets prévisionnels suivis	1,71 Md exécuté	6,5 %	Faible exécution financière
Enseignement supérieur, Recherche et Innovation	316,4 Mds	301,08 Mds	31,25 Mds d'investissements suivis	6,05 Mds exécutés	19,4 %	Investissements en retard par rapport au repère de 33,3%



Économie, Plan et Coopération	39,28 Mds	39,28 Mds	17,20 Mds suivis	4,08 Mds exécutés	23,7 %	Trajectoire proche du rythme quadrimestriel
Infrastructures	716,13 Mds	716,13 Mds	238,61 Mds	21,83 Mds engagés	9,1 %	Écart fort entre physique et financier
Justice	81,35 Mds	81,00 Mds	12,31 Mds investissements suivis	4,46 Mds engagés ; 1,21 Md payé	36,2 % engagés ; 9,9% payés	Engagements réels, paiements faibles
Microfinance et ESS	7,81 Mds	7,73 Mds	Périmètres opérationnels par programme	1,845 Md microfinance ; 312,47 M ESS	65,1 % Microfinance ; 8,7 % ESS	Microfinance dynamique, ESS faible financièrement
Finances et Budget	681,76 Mds	676,35 Mds	620,27 Mds	112,78 Mds à T1	80,3 % des prévisions T1 ; 18,2 % annuel	Exécution élevée mais hétérogène
Urbanisme, Collectivités territoriales, Aménagement	270,83 Mds	250,89 Mds	92,42 Mds investissement suivi	465 M engagés/ordonnancés	0,5 %	Très faible traduction financière
Famille, Action sociale et Solidarités	134,65 Mds	122,81 Mds	70,78 Mds suivis	6,31 Mds exécutés	8,9 %	Faible exécution, enjeux sociaux sensibles
Énergie, Pétrole et Mines	267,10 Mds	130,10 Mds	343,7 Mds portefeuille documenté énergie/hydrocarbures	36,5 Mds exécutés	10,6 %	Projets lourds, exécution concentrée
Communication, Télécommunications et Numérique	85,16 Mds	81,06 Mds	46,76 Mds projets suivis	1,94 Md exécuté	4,1 %	Retard important sur projets structurants
Transports terrestres et aériens	335,23 Mds	239,71 Mds	Données financières insuffisantes dans la matrice transmise	Exécution financière souvent nulle sur projets lourds	Données à consolider par le ministère	Bonnes performances de service, retards financiers
Pêches et Économie maritime	32,88 Mds	32,54 Mds	20,71 Mds suivis	3,45 Mds ordonnancés	17 %	Exécution modérée, investissements faibles
Santé et Hygiène publique	274,28 Mds	217,28 Mds	20,30 Mds investissements ouverts	262,04 M décaissés	1,29 % sur les investissements	Bonne dynamique physique, décaissements faibles

3. Classement synthétique des trajectoires d'exécution

Catégorie	Critère indicatif	Ministères ou programmes concernés
Trajectoire financière favorable	Taux égal ou supérieur au rythme normal ou exécution élevée à T1	Agriculture ; MFB ; Microfinance ; Forces armées ; Éducation
Trajectoire intermédiaire	Exécution comprise entre 15% et 30 %, avec activité réelle	Économie ; Enseignement supérieur ; Culture ; Pêches ; Justice en engagements ; Éducation en AE
Trajectoire faible	Taux inférieur à 15 % sur le périmètre suivi	Infrastructures ; Famille ; Environnement ; Énergie sur projets lourds ; Numérique ; Urbanisme ; Santé sur investissements
Situation critique ou à risque	Projets structurants à 0 %, investissements non démarrés ou indicateurs non renseignés	Urbanisme – investissement ; Numérique – projets structurants ; Agriculture – infrastructures ; Culture – investissement État ; Santé – investissement ; Pêches – CEPIA ; Famille – autonomisation ; Éducation – investissements

4. Analyse consolidée par nature de dépenses

Nature de dépense / projet	Niveau d'exécution observé	Principales contraintes	Risques pour la fin d'exercice budgétaire
Transferts courants	Souvent les plus avancés ; exemple Culture : 27,2 % ; Agriculture – transferts en capital: 69,3 %	Ciblage, traçabilité, suivi des bénéficiaires	Dépenses consommées sans preuve suffisante d'impact
Transferts en capital	Agriculture : 88,54 Mds exécutés sur 127,71 Mds, soit 69,3 %	Concentration sur campagnes et appuis	Déséquilibre avec les investissements structurants
Investissements exécutés par l'État	Très faibles dans plusieurs ministères : Agriculture 1,0 %, Culture 0,7 %, Santé 1,29 % de décaissements	Passation de marchés, maturité, plafonds, liquidation	Retards physiques et reports en fin d'année
Ressources extérieures	Agriculture : 19,2 % ; plusieurs projets à 0%	Avis de non-objection, décaissements, conventions	Sous-absorption et perte d'effet budgétaire
Projets d'infrastructures	Infrastructures : 9,1 % financier contre 26,95 % physique	Marchés, emprises, études, paiements	Décalage entre exécution physique et financière
Programmes sociaux	Famille : 8,9 % global ; autonomie femmes : 3,2 %	Ciblage, transferts, opérateurs	Faible impact social au premier semestre
Digitalisation	Numérique : 4,1 % ; plusieurs projets à 0 %	Marchés, équipements, interopérabilité	Retard sur e-administration, cybersécurité, souveraineté numérique

5. Analyse consolidée des indicateurs de performance

L'exploitation des rapports montre que les ministères ne présentent pas le même niveau de maturité dans le renseignement des indicateurs. Certains indicateurs sont déjà atteints ou dépassés, tandis que d'autres demeurent non renseignés ou à zéro.

5.1. Des indicateurs en bonne trajectoire

Plusieurs indicateurs sectoriels présentent des résultats encourageants.

Dans le secteur agricole, les exportations horticoles, la production horticole en cours, l'appui conseil aux producteurs et certaines campagnes de vaccination animale montrent une dynamique positive. La production végétale apparaît comme l'un des moteurs de l'exécution financière du ministère, même si cette dynamique doit être mieux reliée aux résultats de souveraineté alimentaire.

Dans le secteur de l'éducation, plusieurs actions sont visibles : démarrage de chantiers, appui aux structures préscolaires, ouverture de classes d'alphabétisation fonctionnelle, renforcement de capacités, assises des daaras et actions de pilotage. Toutefois, les indicateurs pédagogiques restent largement annuels et ne permettent pas encore une lecture complète des résultats.

Pour la culture, l'artisanat et le tourisme, les financements d'acteurs culturels, la mise aux normes d'infrastructures, la formation d'artisans et la promotion de produits touristiques de niche traduisent une dynamique réelle.

Au niveau de la fonction publique et le travail, certains indicateurs liés au traitement des actes, à l'adaptation des textes, à la dématérialisation des inspections du travail et à la tenue de réunions de coordination sont bien orientés.

Pour les forces armées et la sécurité, plusieurs indicateurs de pilotage, de soutien, de formation, d'équipement ou d'appui aux administrations sont renseignés et, pour certains, supérieurs aux cibles trimestrielles.

5.2. Des indicateurs faibles ou à risque

D'autres indicateurs montrent des retards ou des fragilités dans l'exécution.

Pour l'agriculture et l'élevage, la mécanisation, les magasins de stockage, les forages pastoraux, les unités de transformation, les marchés à bétail, la structuration des filières animales, les innovations technologiques et les interprofessions restent en retrait.

Dans le secteur de l'éducation, le faible ordonnancement des investissements et la faible consommation de certains projets de remplacement des abris provisoires constituent des points de vigilance.

Pour le tourisme, l'offre touristique, la conformité réglementaire, les incubateurs et certains aménagements doivent être accélérés.

Dans la fonction publique, la transformation digitale massive, la mesure de la satisfaction des usagers, la GPEEC, l'évaluation des agents, la protection sociale des travailleurs et les contrôles du travail nécessitent une consolidation.

Au niveau de l'environnement, plusieurs activités sont soumises à la saisonnalité, mais des retards sont notés dans la matérialisation de certains programmes lourds.

5.3. Les indicateurs non renseignés

Le nombre d'indicateurs non renseignés constitue l'un des constats les plus récurrents des auditions.

Cette situation peut s'expliquer par des raisons légitimes : indicateurs annuels, campagnes agricoles, examens scolaires, enquêtes statistiques, saison des pluies, campagnes écologiques, cycles de collecte ou délais de consolidation.

Mais elle peut également révéler **des faiblesses institutionnelles** : absence de système de suivi-évaluation fonctionnel, faible remontée des données, insuffisance de dialogue de gestion, absence de tableaux de bord, faible culture de la performance, entre autres.

Pour faciliter le suivi parlementaire de la performance gouvernementale, il serait judicieux que chaque ministère présente, avant l'examen du projet de loi de finances 2027, une situation actualisée de ses indicateurs, en distinguant clairement :

- **les indicateurs renseignés** ;
- **les indicateurs non renseignés**, faute de données ;
- **les indicateurs à zéro**, traduisant un retard réel ;
- **les indicateurs à réviser** pour améliorer la pertinence de la mesure de performance.

5.4. La qualité des données comme enjeu de contrôle parlementaire

La qualité des données n'est pas une question purement technique. Elle conditionne la capacité du Parlement à exercer un contrôle utile.

En effet, en l'absence de données fiables, l'Assemblée nationale ne peut pas apprécier correctement l'efficacité de la dépense publique. Sans indicateurs renseignés, les députés ne peuvent pas relier les crédits votés aux résultats obtenus ; sans système de suivi-évaluation, le DOB risque de devenir un débat général sans base probante suffisante.

Il est donc nécessaire de renforcer les dispositifs de suivi-évaluation sectoriels, de mettre en place des tableaux de bord trimestriels, d'améliorer la remontée des données territoriales et de prévoir une transmission régulière d'informations aux Commissions permanentes par les Ministères sectoriels.

Secteur	Indicateurs en bonne trajectoire vs cible	Indicateurs faibles ou à risque
Agriculture	Exportations horticoles : 71,7 % ; production horticole : 38,3 % ; appui conseil : 47,5 %	Matériels agricoles : 0,3 % ; terres sous GDT : 0 ; magasins/forages : 0
Éducation	500 classes d'alphabétisation ; 1 500 membres de CAF renforcés ; EBJA : 59,73 % CP	Investissements : 0,60 % CP ; nombreux indicateurs pédagogiques non renseignés
Culture / Tourisme	200 entreprises culturelles financées ; 80 artisans formés ; 2 produits de niche promus	Offre touristique : 8,9 % ; économie informelle : 5 % ; investissements État : 0,7 %
Fonction publique / Travail	ITSS dématérialisées : 140 % ; conflits collectifs réglés : 50 % pour cible 70 %	Contrôles : 825 sur 7 100, soit 11,6 % ; satisfaction usagers non renseignée
Microfinance / ESS	Microfinance : 65,1 % financier et 88,8 % physique ; PLASEPRI : 133 promoteurs financés	ESS : 8,7 % financier ; boutiques ESS : 0 sur 200
Finances et Budget	Recettes fiscales T1 : 95,9 % ; contrôles Douanes : 140 % ; dossiers FNR : 72,25 % pour une cible de 72 %	Programme mobilisation des ressources : 0 % financier ; SIGIF actes comptables : 0 %
Santé	Ordonnancements : 20,75 Mds ; vaccination en progression	Investissements décaissés : 1,29 % ; structures avec DPI: 0 sur cible T1 de 30
Énergie	Pétrole : 36,9 % ; gaz : 27,8 % ; renouvelables : 25,27 % pour cible 33,07 %	Biodigesteurs : 0 sur 1 000 ; plusieurs projets à 0 % financier
Numérique	Médias conformes : 265 ; textes transmis : 1/4 ; homologations dépassant certaines cibles	Exécution projets : 4,1 % ; complexes médias : 0 % ; poste : 0 %
Transports	Desserte TER : 240 pour cible 235; autoroutes : 97,21 %	Plusieurs projets lourds à 0 % financier ; BRT et RTC en attente

Pêches	Marins inscrits : 700 sur 2 210, soit 31,7 % ; emplois aquaculture créés	CEPIA : 0,5 % ; plusieurs indicateurs CEPIA à 0
Urbanisme / Territoires	109 infrastructures socio-économiques réceptionnées ; 131 km de pistes à Sédhiou ; 1 000 personnes relogées	Investissements suivis : 0,5% ; gouvernance territoriale sans engagement

6. Contraintes transversales relevées

Les auditions ont permis de relever plusieurs contraintes liées aux crédits budgétaires, aux marchés publics, aux ressources extérieures, à la qualité des données, entre autres.

6.1. Contraintes liées aux crédits

Plusieurs ministères ont évoqué des contraintes liées à la disponibilité effective des crédits, aux plafonds d'engagement trimestriels, aux arbitrages infra-annuels et aux limitations imposées par le contexte de consolidation budgétaire.

Ces contraintes pèsent particulièrement sur les investissements, les projets d'équipement, les infrastructures et certaines activités déconcentrées.

6.2. Contraintes liées aux marchés publics

Les lenteurs dans la passation des marchés constituent un obstacle récurrent. Les procédures de maturation, de lancement, d'évaluation, d'attribution, de notification et de contractualisation entraînent des retards dans l'exécution.

Dans une logique de contrôle parlementaire, l'Assemblée nationale devra demander au Gouvernement de présenter, pour les grands projets, **une situation actualisée des marchés publics**, distinguant les marchés lancés, attribués, notifiés, en cours d'exécution ou bloqués.

6.3. Contraintes liées aux ressources extérieures

Les ressources extérieures sont essentielles pour plusieurs secteurs. Toutefois, leur mobilisation reste marquée par des retards de décaissement, des conditionnalités, des avis de non-objection, et des procédures spécifiques des partenaires techniques et financiers, entre autres.

Une faible absorption de ces ressources peut compromettre des projets structurants. Le budget 2027 devra donc **mieux articuler la programmation nationale avec les calendriers réels des bailleurs**.

6.4. Contraintes liées à la qualité des données

L'absence d'indicateurs renseignés limite la capacité d'évaluation. Plusieurs ministères disposent encore de systèmes de suivi-évaluation incomplets, peu renseignés ou insuffisamment reliés aux directions opérationnelles, aux structures autonomes et aux services déconcentrés.

6.5. Contraintes liées aux ressources humaines

Certains secteurs ont évoqué des besoins en personnels qualifiés, en formateurs, en inspecteurs, en techniciens, en agents déconcentrés, en équipes de contrôle ou en compétences numériques. Ces contraintes affectent la mise en œuvre des politiques publiques, notamment dans l'éducation, la formation professionnelle, la santé, l'administration, le travail, l'environnement, l'agriculture et le numérique.

6.6. Contraintes de coordination

Plusieurs politiques publiques exigent une coordination interministérielle. Les auditions ont montré que les politiques d'accès à l'eau, d'assainissement, de nutrition, de protection sociale, d'emploi, de formation, d'agriculture, d'infrastructures, de transition écologique, de sécurité et de territorialisation ne peuvent être efficacement mises en œuvre par un seul ministère.

À cet effet, le budget 2027 devrait mieux identifier les politiques transversales et prévoir des mécanismes de coordination budgétaire, opérationnelle et territoriale.

6.7. Contraintes de territorialisation

Les députés ont insisté sur la nécessité de mieux territorialiser les investissements publics. Les allocations budgétaires sont souvent présentées au niveau national, alors que les besoins sont d'abord exprimés localement.

La territorialisation du budget 2027 devrait permettre d'identifier, par région ou département, les projets prévus dans les secteurs prioritaires : eau, assainissement, routes, santé, éducation, agriculture, énergie, sécurité, jeunesse, sport et protection sociale.

Contrainte transversale	Ministères concernés	Effets sur l'exécution	Réponse attendue de l'Exécutif
Retard de mise à disposition des crédits	Éducation, Santé, Fonction publique, Infrastructures, Famille	Faible démarrage des projets	Calendrier de mise à disposition des crédits par ministère
Plafonds d'engagement insuffisants	Santé, Famille, Fonction publique, Justice	Limitation des engagements et paiements	Ajustement des plafonds pour projets prioritaires

Passation des marchés	Agriculture, Culture, Numérique, Infrastructures, Transports, Santé	Retards d'investissements	Plan de passation accéléré et suivi mensuel
Ressources extérieures	Agriculture, Éducation, Famille, Infrastructures, Pêches	Faible absorption	Tableau de décaissement par projet et par bailleur
Avis de non-objection	Agriculture, Pêches, Transports, Numérique	Blocages de projets	Suivi centralisé des avis en attente
Faiblesse du suivi-évaluation	Plusieurs ministères sectoriels	Indicateurs non renseignés	Tableaux de bord trimestriels transmis aux Commissions
Données non consolidées	Éducation, Agriculture, MESRI, Santé, Environnement	Évaluation parlementaire limitée	Harmonisation des indicateurs de performance
Faible territorialisation	Tous ministères sectoriels	Décalage entre budgets et attentes locales	Annexe territorialisée du PLF 2027
Retards d'investissement	Agriculture, Santé, Culture, Infrastructures, Urbanisme, Numérique	Risque de report massif en fin d'année	Plan de rattrapage T3-T4 2026

DEUXIÈME PARTIE : ORIENTATIONS ET PRIORITÉS SECTORIELLES POUR LE BUDGET 2027

7. Orientations globales issues du cadrage macro-budgétaire

Les orientations macro-budgétaires pour 2027 seront dominées par la consolidation budgétaire, la maîtrise de la dette, la mobilisation des recettes internes et la protection des dépenses sociales prioritaires.

Le choc pétrolier constitue toutefois un risque majeur : avec un baril estimé autour de **100 dollars**, contre une hypothèse initiale de **64 dollars**, les recettes supplémentaires pourraient atteindre environ **138 milliards FCFA**, mais les subventions énergétiques progresseraient d'au moins **750 milliards FCFA**.

Les recettes du Plan de Redressement économique et social (PRES) atteignent seulement **74,9 milliards FCFA** sur une cible de **132,9 milliards**, soit **56,4 %**.

Sans mesures correctrices, le déficit pourrait atteindre près de **7,9 % du PIB**, contre une cible initiale de **5,37 %**, justifiant l'éventualité d'une loi de finances rectificative.

Le budget 2027 devra s'inscrire dans la continuité du DPBEP 2026-2028, de l'Agenda national de Transformation « Sénégal 2050 », de la Stratégie nationale de Développement 2025-2029 et du PRES.

Les orientations générales devraient reposer sur cinq piliers.

Le premier pilier est la consolidation budgétaire. L'État doit poursuivre la maîtrise du déficit, la rationalisation des dépenses et les efforts de soutenabilité de la dette.

Le deuxième pilier est la mobilisation des recettes internes. Le financement des priorités nationales dépendra de la capacité de l'administration à élargir l'assiette fiscale, améliorer le recouvrement, réduire les pertes de recettes et mieux valoriser les recettes non fiscales.

Le troisième pilier est la protection des dépenses sociales prioritaires. La consolidation budgétaire ne doit pas conduire à réduire les moyens essentiels dans la santé, l'éducation, l'eau, la protection sociale, l'emploi, la jeunesse et le soutien aux populations vulnérables.

Le quatrième pilier est l'investissement productif. Les crédits doivent être orientés vers les projets qui renforcent la souveraineté alimentaire, l'énergie, les infrastructures, la transformation industrielle, le numérique, la formation, l'innovation et les chaînes de valeur.

Le cinquième pilier est la territorialisation des politiques publiques. Le budget 2027 doit mieux répondre aux besoins des régions, des départements et des communes, afin de rapprocher l'action publique des citoyens.

7.1. Lecture d'ensemble des priorités exprimées par les députés

L'exploitation des réponses des députés fait ressortir une forte concentration des attentes sur les secteurs sociaux, les infrastructures de base et les activités productives.

Cette hiérarchie montre que les députés attendent du budget 2027 une réponse prioritaire aux besoins de base : soins de santé, écoles, routes, eau, assainissement, emploi, agriculture et sécurité, entre autres.

Domaines prioritaires déclinés par les députés	Fréquence relative	Ministères concernés
Santé	85,5 %	Santé, Famille, Finances
Infrastructures	77,1 %	Infrastructures, Transports, Collectivités
Éducation	74,8 %	Éducation, Enseignement supérieur, Formation professionnelle
Agriculture	61,8 %	Agriculture, Hydraulique, Industrie
Emploi	58,8 %	Emploi, Microfinance, Industrie, Jeunesse
Assainissement	34,4 %	Hydraulique, Assainissement, Collectivités
Élevage	25,2 %	Agriculture, Élevage, Industrie
Sécurité	24,4 %	Intérieur, Forces armées, Justice
Industrie	22,1 %	Industrie, Commerce, Économie
Pêche	13,7 %	Pêches, Économie maritime, Industrie
Commerce	9,9 %	Commerce, Industrie, Finances
Environnement	7,6 %	Environnement, Collectivités, Hydraulique

7.2. Agriculture, souveraineté alimentaire et élevage

Les priorités pour 2027 devraient porter sur :

- la maîtrise de l'eau ;
- les aménagements hydroagricoles ;
- la mécanisation ;

- les magasins de stockage ;
- les chambres froides ;
- la diversification des cultures ;
- les semences certifiées ;
- le financement agricole ;
- la structuration des organisations professionnelles ;
- la production animale ;
- l'autosuffisance en lait, viande et œufs ;
- les parcs de vaccination ;
- les marchés à bétail ;
- les unités de transformation ;
- le suivi-évaluation agricole et pastoral.

Le budget 2027 devra veiller à ne pas concentrer l'effort uniquement sur les campagnes agricoles, mais à **financer les conditions structurelles d'une souveraineté alimentaire durable**.

7.3. Pêche et économie maritime

Les priorités devraient porter sur :

- la régénération des ressources halieutiques ;
- la surveillance des eaux ;
- la lutte contre la pêche illicite ;
- la modernisation des quais de pêche ;
- la sécurité des pêcheurs ;
- la valorisation des produits halieutiques ;
- la transformation locale ;
- l'aquaculture ;
- la prise en charge des communautés côtières affectées par les changements climatiques.

7.4. Hydraulique et assainissement

Les priorités territoriales exprimées par les députés placent l'eau et l'assainissement au premier rang des attentes. Le budget 2027 devra renforcer :

- les forages ;
- les adductions d'eau potable ;
- la maintenance des ouvrages ;
- la qualité du service en milieu rural ;
- l'assainissement urbain et rural ;
- la lutte contre les inondations ;
- les réseaux de drainage ;
- la gestion des boues de vidange ;
- les ouvrages dans les établissements scolaires et sanitaires.

7.5. Éducation nationale

Les priorités devraient porter sur :

- le remplacement des abris provisoires ;
- la construction et la réhabilitation d'écoles ;
- les cantines scolaires ;
- l'accès au préscolaire ;
- la réforme curriculaire ;
- l'amélioration des apprentissages ;
- le recrutement et la formation des enseignants ;
- la réduction des disparités territoriales ;
- l'inclusion des enfants en situation de handicap ;
- la modernisation de la gestion scolaire ;
- le suivi des résultats pédagogiques.

Le budget 2027 devra faire le lien entre les crédits éducatifs, les résultats scolaires et les besoins territoriaux.

7.6. Enseignement supérieur, recherche et innovation

Les priorités pour le budget 2027 devraient porter sur :

- la stabilisation des universités publiques ;
- l'achèvement des chantiers universitaires ;
- les œuvres sociales ;
- les bourses ;
- les équipements pédagogiques ;
- les infrastructures numériques ;
- la recherche appliquée ;
- l'innovation ;
- les filières scientifiques et techniques ;
- l'insertion professionnelle ;
- la gouvernance des établissements.

7.7. Santé, action sociale et solidarité

Les priorités devraient concerner :

- les infrastructures sanitaires de proximité ;
- les plateaux techniques ;
- les ressources humaines de santé ;
- la santé maternelle et infantile ;
- la couverture maladie ;
- la prise en charge des maladies chroniques ;
- la protection sociale ;
- les personnes vivant avec un handicap ;
- les enfants vulnérables ;

- les femmes victimes de violences ;
- les mécanismes de solidarité nationale.

7.8. Infrastructures et transports

Les priorités doivent porter sur :

- le désenclavement ;
- les routes nationales, les routes secondaires, les pistes rurales ;
- les ponts ;
- les ouvrages de franchissement ;
- la sécurité routière ;
- le transport terrestre ;
- la mobilité urbaine ;
- les infrastructures aéroportuaires ;
- la modernisation du transport ;
- la prise en charge des zones isolées.

Les attentes territoriales montrent que **les routes, pistes et ouvrages restent une demande majeure des populations.**

7.9. Énergie, pétrole et mines

Les priorités devraient porter sur :

- l'accès universel à l'électricité et la qualité du service ;
- la réduction des disparités territoriales ;
- les énergies renouvelables ;
- la gouvernance des ressources extractives ;
- la valorisation locale ;
- la transparence ;
- la sécurité énergétique ;
- la maîtrise des subventions ;
- l'impact des hydrocarbures sur les finances publiques.

7.10. Industrie, commerce et transformation

Le budget 2027 devrait soutenir :

- l'industrialisation ;
- la transformation locale ;
- les chaînes de valeur ;
- les PME/PMI ;
- la compétitivité ;
- le développement des zones industrielles ;
- la promotion du « consommer local » ;
- la régulation des prix ;
- la protection des consommateurs ;
- la formalisation progressive de l'économie.



7.11. Emploi, jeunesse, sport et économie sociale

Les priorités doivent porter sur :

- l'emploi des jeunes ;
- la formation ;
- l'entrepreneuriat ;
- l'économie sociale et solidaire ;
- les coopératives ;
- le financement de proximité ;
- l'insertion durable ;
- les infrastructures sportives ;
- la préparation des grands événements sportifs ;
- la territorialisation des dispositifs d'emploi.

7.12. Culture, artisanat et tourisme

Les priorités devraient porter sur :

- le financement des industries culturelles et créatives ;
- la protection du patrimoine ;
- la professionnalisation de l'artisanat ;
- la labellisation ;
- la protection sociale des artisans ;
- l'offre touristique ;
- le tourisme religieux, le tourisme de mémoire, le tourisme communautaire et la promotion de la destination Sénégal.

7.13. Environnement et transition écologique

Les priorités doivent porter sur :

- le reboisement et la restauration des terres ;
- la lutte contre la déforestation ;
- la gestion des déchets ;
- la lutte contre les pollutions ;
- la transition écologique et l'adaptation aux changements climatiques ;
- la protection des aires protégées ;
- la biodiversité ;
- la résilience des territoires et la prévention des catastrophes naturelles.

7.14. Gouvernance, sécurité et administration publique

Les priorités devraient concerner :

- la modernisation de l'administration ;
- la dématérialisation ;
- la qualité du service public ;
- la réforme de la fonction publique ;
- le dialogue social ;
- la sécurité intérieure ;

- la défense ;
- la protection civile et la sécurité de proximité ;
- la gouvernance territoriale ;
- la consolidation de l'État de droit.

8. Enseignements stratégiques pour le DOB

8.1. Le DOB doit devenir un débat d'arbitrage

Le Débat d'Orientation budgétaire doit permettre de clarifier les choix. Dans un contexte de ressources limitées, il ne suffit pas d'énumérer les priorités : il faut les décliner et les hiérarchiser.

À cet effet, le Gouvernement devra préciser à la Représentation nationale :

- ce qui sera prioritaire ;
- ce qui sera reporté ;
- ce qui sera rééchelonné ;
- ce qui sera financé sur ressources internes ;
- ce qui dépendra de financements extérieurs ;
- ce qui sera porté par le secteur privé ;
- ce qui sera exécuté en partenariat avec les collectivités territoriales.

8.2. La consolidation budgétaire doit être expliquée

La doctrine de consolidation budgétaire doit être lisible pour les citoyens. Elle ne peut pas être perçue comme une simple réduction des dépenses ; elle doit être présentée comme **une amélioration de la qualité de la dépense publique**.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale devra veiller à ce que la consolidation budgétaire ne se traduise pas par :

- **un ralentissement excessif** des investissements sociaux ;
- **une baisse des crédits** destinés aux territoires vulnérables ;
- **une accumulation de projets non achevés** ;
- **une diminution des moyens** de suivi et de contrôle ;
- **une fragilisation des secteurs sociaux**.

8.3. La performance doit devenir un critère d'arbitrage

Le budget 2027 devrait accorder une attention particulière aux ministères et programmes capables de démontrer :

- une bonne exécution ;
- une bonne qualité des données ;
- une capacité à produire des résultats ;
- une contribution à la croissance ;
- un impact territorial ;
- une contribution à la réduction des inégalités.

À l'inverse, les projets faiblement maturés ou peu documentés devraient être reprogrammés, révisés ou soumis à des conditions de performance plus strictes.

8.4. Les ressources extérieures doivent être mieux sécurisées

Les faibles niveaux de décaissement observés dans plusieurs secteurs montrent que les ressources extérieures doivent faire l'objet d'un suivi renforcé.

À cet effet, le Parlement devrait demander un tableau détaillé des projets financés sur ressources extérieures, avec des informations sur :

- le bailleur ;
- le montant prévu ;
- les montants décaissés ;
- le taux de décaissement ;
- les blocages ;
- les mesures correctrices ;
- le calendrier d'exécution pour 2027.

8.5. La territorialisation doit devenir une exigence budgétaire

Le DOB doit permettre aux députés d'insister sur la nécessité de rapprocher la programmation budgétaire des besoins des populations.

Cette exigence est particulièrement importante pour les secteurs de l'eau, de l'assainissement, des routes, de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la sécurité, de l'emploi et de l'électrification.

TROISIÈME PARTIE : RECOMMANDATIONS PARLEMENTAIRES ET MATRICE DE SUIVI

9. Recommandations générales

N°	Recommandations
R1	Institutionnaliser la transmission trimestrielle des données d'exécution budgétaire et de performance aux Commissions permanentes.
R2	Mettre en place une matrice de suivi des engagements pris par les ministres lors des auditions.
R3	Exiger, pour chaque ministère, une classification des indicateurs en quatre catégories : renseignés, non encore exigibles, non renseignés faute de données, à zéro pour retard réel.
R4	Améliorer la territorialisation du budget 2027 par la production d'une annexe régionale des investissements publics.
R5	Accélérer les investissements structurants à fort impact social et économique.
R6	Renforcer le suivi des ressources extérieures et des projets financés par les partenaires.
R7	Réduire les délais de passation des marchés et améliorer la maturation des projets avant leur inscription budgétaire.
R8	Protéger les dépenses prioritaires dans les secteurs sociaux et productifs.
R9	Renforcer les systèmes ministériels de suivi-évaluation.
R10	Instituer un point semestriel de suivi entre les Commissions permanentes, le ministère des Finances et les ministères sectoriels sur la mise en œuvre des recommandations.

10. Matrice de suivi des recommandations

Recommandations	Responsables principaux	Échéances proposées	Livrables attendus	Suivi parlementaire
R1. Transmettre aux Commissions les données trimestrielles d'exécution budgétaire et de performance	Ministère des Finances et ministères sectoriels	Trimestrielle	Tableau de bord d'exécution	Commissions permanentes
R2. Mettre en place une matrice de suivi des engagements ministériels	Assemblée nationale / DSPCEPP	Avant dépôt PLF 2027	Matrice consolidée des engagements	Conférence des Présidents / Commissions

R3. Classer les indicateurs selon leur niveau de disponibilité	Ministères sectoriels	Avant dépôt PLF 2027	Tableau des indicateurs renseignés et non renseignés	Commissions permanentes
R4. Produire une annexe territoriale des investissements 2027	Gouvernement	Dépôt PLF 2027	Annexe régionale des projets	Commission des Finances et commissions sectorielles
R5. Accélérer les projets d'investissement à faible exécution	Ministères sectoriels / MFB	Deuxième semestre 2026	Plan d'accélération	Commissions sectorielles
R6. Améliorer l'absorption des ressources extérieures	MFB / ministères sectoriels	Trimestrielle	Tableau des décaissements par bailleur	Commission des Finances
R7. Réduire les délais de passation des marchés	Gouvernement / ARCOP / ministères	2026-2027	Plan de réduction des délais	Commissions sectorielles
R8. Protéger les dépenses sociales prioritaires	Gouvernement	PLF 2027	Note de priorisation sociale	Commission des Finances
R9. Renforcer les systèmes de suivi-évaluation	Ministères sectoriels	Deuxième semestre 2027	Tableau de bord sectoriel	DSPCEPP / Commissions
R10. Organiser un suivi semestriel des recommandations	Assemblée nationale / Gouvernement	Semestrielle	Rapport de suivi	Bureau / Conférence des Présidents

11. Matrice de suivi des engagements du Gouvernement

Ministères / secteurs	Points de vigilance chiffrés	Engagements attendus	Suivi parlementaire
Agriculture	Investissements État : 1,0 % ; matériels agricoles : 0,3 %	Plan d'accélération des infrastructures agricoles	Commission Développement rural
Éducation	Investissements : 0,60 % CP	Plan de rattrapage des infrastructures scolaires	Commission Éducation
Santé	Décaissements des investissements : 1,29 %	Accélération des paiements et équipements	Commission Santé
Infrastructures	Exécution financière : 9,1 % ; physique : 26,95 %	Conversion de l'avancement physique en paiements	Commission Aménagement
Numérique	Exécution projets : 4,1 %	Plan d'accélération des projets structurants	Commission Culture / Communication

Famille	Exécution globale : 8,9 % ; autonomisation femmes : 3,2%	Sécurisation des crédits sociaux	Commission Santé / Affaires sociales
Urbanisme / Territoires	Investissement suivi : 0,5 %	Priorisation et maturation des projets	Commission Aménagement
Culture / Tourisme	Investissements État : 0,7 %	Accélération tourisme et patrimoine	Commission Culture
Pêches	CEPIA : 0,5 %	Déblocage institutionnel et financier	Commission Développement rural
MFB	Programme mobilisation ressources : 0 % financier	Exécution du programme recettes	Commission Finances
Énergie	Projets structurants à 0 % sur certaines lignes	Clarification calendrier énergie, mines, hydrocarbures	Commission Énergie

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les auditions ministérielles organisées en application de l'article 44 du Règlement intérieur ont permis à l'Assemblée nationale de disposer d'un premier bilan chiffré de l'exécution budgétaire 2026 après quatre mois. L'exercice montre une évolution importante du contrôle parlementaire : les débats ne portent plus seulement sur les intentions budgétaires, mais sur les crédits ouverts, les montants exécutés, les indicateurs de performance, les résultats physiques et les priorités territoriales.

Le bilan général, analysé sous le prisme de l'exécution budgétaire, est nuancé. Certains ministères présentent une exécution financière soutenue, notamment lorsque les crédits sont portés par des transferts, des charges obligatoires ou des dépenses récurrentes. D'autres ministères, en particulier ceux chargés des infrastructures, des équipements, de la digitalisation, de la santé, de l'urbanisme, de l'assainissement et de la transformation économique, affichent des niveaux d'exécution plus faibles.

Le principal enseignement est que le budget 2027 devra améliorer la qualité de la programmation, la maturité des projets, la disponibilité des crédits, l'absorption des ressources extérieures, la passation des marchés et le suivi des indicateurs de performance.

Le deuxième enseignement est que la consolidation budgétaire ne doit pas se traduire par une contraction aveugle des dépenses. Elle doit viser une meilleure qualité de la dépense publique, une réduction des crédits dormants, une priorisation des projets à fort impact et une protection des dépenses sociales et productives.

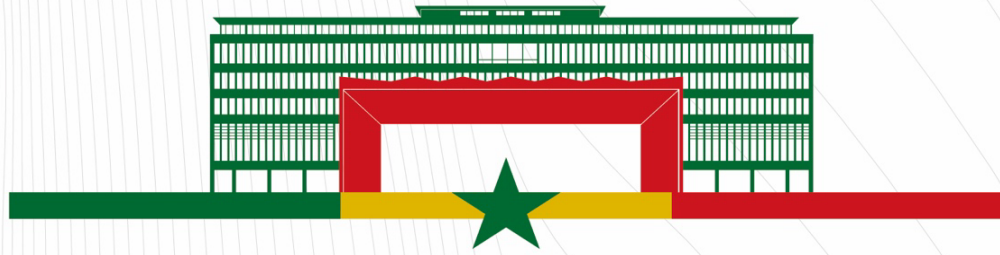
Le troisième enseignement est que les attentes territoriales doivent devenir un critère d'arbitrage budgétaire. Les remontées parlementaires exploitées montrent que les populations attendent d'abord des réponses dans la santé, les infrastructures, l'éducation, l'agriculture, l'emploi, l'assainissement, l'élevage et la sécurité.

Le DOB devra donc permettre aux députés d'interroger le Gouvernement sur trois exigences : la sincérité des orientations budgétaires, l'efficacité de l'exécution des dépenses et l'impact territorial des choix publics.

À cet effet, le budget 2027 devra être un budget de priorisation, de performance, de consolidation responsable et de territorialisation. Il devra permettre de transformer les crédits votés en réalisations visibles, mesurables et utiles pour les populations.

République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi



ASSEMBLEE = NATIONALE =

